

Le tour des ronds-points

par Maximilien Gidon

L'enquête ethnographique menée par Pierre Blavier sur des ronds-points occupés par des Gilets jaunes éclaire ce qui a rendu possible l'émergence et la permanence de cette mobilisation. Le sentiment de voir son mode de vie directement menacé constitue une clé de compréhension du mouvement.

À propos de : Pierre Blavier, *Gilets jaunes, la révolte des budgets contraints*, Puf 2021, 240 p., 18 €.

Le 17 novembre 2018, le mouvement des Gilets jaunes fait irruption et frappe par sa nouveauté. Initialement fondé sur l'opposition à une réforme de la taxe des carburants, il rassemble, sur l'ensemble du territoire national et durant près de deux années, des centaines de milliers de personnes, issues majoritairement des classes populaires, en dehors de toute organisation militante¹. Devant cette mobilisation labile, qui remet en question certains présupposés de la science politique, toute tentative d'explication totalisante semble vaine.

En circonscrivant son enquête ethnographique sur l'occupation des ronds-points d'une ville moyenne du centre de la France durant les deux premiers mois du mouvement, Pierre Blavier saisit finement les multiples enjeux de cette mobilisation spécifique. L'observation participante quotidienne saisit ainsi la mobilisation en train de se faire dans ses inscriptions matérielles et topographiques, notamment son inscription dans un département caractérisé par sa ruralité, des difficultés

¹ Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol. 69, n°5-6, 2019, p. 869-892.

économiques, une population populaire et vieillissante, et une rétractation des services publics. Toutefois, l'auteur parvient à déterritorialiser son système explicatif en mettant en perspective ses résultats avec ceux de nombreux travaux réalisés dans d'autres parties du territoire français.

Prenant en compte les rapports entre conditions d'existence et mobilisation politique, Pierre Blavier montre comment des personnes aux propriétés sociales hétérogènes peuvent manifester côte à côte sur les ronds-points, et comment des savoir-faire, liés à des modes de vie, sont réinvestis dans la mobilisation. Reflétant la démarche inductive utilisée, l'ouvrage se structure en deux parties. La première relate la mobilisation en train de se faire sur les ronds-points, particulièrement sa congruence avec les milieux socioprofessionnels qui y sont engagés. La seconde se fonde sur l'étude à la fois objective et compréhensive des conditions d'existence d'une famille de Gilets jaunes, afin d'y trouver les ressorts réels de la mobilisation. En articulant l'analyse du budget des enquêtés à celle des perceptions dont il est l'objet, l'auteur rend au mouvement la complexité de ses causes, à l'intersection des transformations contemporaines des modes de vie périurbain, du marché du travail et des politiques publiques.

L'occupation d'un rond-point : un mode d'action exigeant

Une description minutieuse de la matérialité de l'occupation d'un rond-point, et notamment de la mise en place d'un barrage filtrant, permet aux lecteurs de rompre avec les fausses évidences quant à ce mode d'action exigeant. « Bloquer l'économie » d'un pays en contraignant quotidiennement la liberté de circuler sur l'ensemble de son territoire requiert un ensemble de ressources et de savoir-faire. Il est nécessaire de connaître le réseau routier de la zone à paralyser afin d'y occuper les points de passage les plus stratégiques comme la voie reliant la ville à l'autoroute (p. 52). Tenir avec sûreté les barrages filtrants exige aussi des compétences en termes de sécurité routière en organisant la circulation autour du rond-point et en se protégeant à l'aide d'équipements de voirie, mais aussi un exercice permanent de légitimation du mouvement, où les Gilets jaunes ajustent leurs discours et comportements en fonction des automobilistes arrêtés. Cette volonté de ne pas disqualifier le mouvement, auprès du public et des forces de l'ordre, conduit à une forme de réflexivité collective et d'auto-contrôle de la part des manifestants (p. 58). Se maintenir sur les lieux sans aménagements que sont les ronds-points oblige aussi à une certaine logistique,

notamment la construction de lieux de repos où l'on peut s'abriter du froid et se restaurer. Ces abris de nécessité sont construits à partir de matériaux de récupération apportés par les Gilets jaunes ou des automobilistes qui soutiennent le mouvement. Ces derniers pouvant aussi participer au ravitaillement par l'intermédiaire de dons de victuailles ou monétaires (p. 64).

L'occupation d'un rond-point nécessite donc un éventail de savoirs pratiques et de compétences qui précèdent obligatoirement cette mobilisation. Pierre Blavier montre que les pratiques militantes des Gilets jaunes se situent en continuité avec des mobilisations antérieures rattachées à la régulation du contrôle routier comme la mobilisation contre l'écotaxe (2013) ou [la mobilisation contre les 80 km/h](#) (2018). De plus, des mouvements concomitants comme celui [des retraités contre la CSG](#), ou bien ceux du [secteur du soin](#), « ont fourni des précédents, décisifs en termes de réseaux mobilisables, de sentiment de légitimité, et en s'articulant avec des expériences pratiques » (p. 126). Loin des explications spontanéistes, l'auteur rend compte de l'occupation des ronds-points comme un « réceptacle d'un ensemble de savoir-faire » militants mais aussi congruents aux « milieux socioprofessionnels » (p. 127) qui y sont engagés. Réaliser la sociographie du mouvement permet d'identifier les causes et les conditions de possibilité de la mobilisation.

Une mobilisation des classes populaires ?

En comparant finement les résultats de son terrain à des données issues d'autres enquêtes au niveau national, Pierre Blavier parvient à saisir les spécificités et le dénominateur commun de la population mobilisée. Cela le conduit à nuancer l'usage de notions trop englobantes comme « classes populaires », en montrant la surreprésentation de certaines catégories socioprofessionnelles se rattachant aux « milieux de la route » : les ouvriers qualifiés et non qualifiés de l'industrie pour les hommes, les professions de la santé et des services à domicile pour les femmes, et les chauffeurs pour les deux sexes (p. 36). Cette méthode l'amène aussi à tempérer l'opérabilité d'un ensemble d'hypothèses utilisées pour définir la composition sociale du mouvement, notamment les « petits moyens » de Marie Cartier et *al.* (2008), l'inquiétude des professions intermédiaires face aux changements technologiques de Bruno Palier (2019) et le « bloc antibourgeois » de Bruno Amable (2018).

La question de l'usage intensif de la route, qui apparaît de façon récurrente au fil des pages, permet de comprendre pourquoi des personnes aux profils *a priori* si hétérogènes ont pu se mobiliser ensemble en dehors de toute structure institutionnalisée. Condition *sine qua non* de leur modalité d'existence en périphérie des centres urbains, où le faible coût du foncier rend plus aisée l'accession à la propriété, la voiture individuelle constitue bien souvent le seul moyen de se rendre au travail et d'accéder aux services. L'expérience commune de cette dépendance à l'automobile rend tangibles les ressorts de la mobilisation, que cela soit la levée de bouclier initiale, les modes d'actions employées et sa durabilité en dépit de l'hétérogénéité des profils présents. De cette façon, l'augmentation de la taxation des carburants a pu être perçue comme une attaque directe (« pris en otage ») par cette fraction des classes populaires, d'autant plus dans un contexte de raréfaction des services publics et de concentration des offres d'emploi à proximité des aires urbaines, renforçant les temps de trajet (p. 206-207).

L'occupation des ronds-points apparaît comme une mobilisation profondément ancrée dans les expériences communes inhérentes à des styles de vie périurbains. De nombreuses références partagées (musiques écoutées, humoristes ou supportérisme sportif), majoritairement issues de la « culture populaire » (p. 81), servent de cadres d'interaction inconscients. Il en découle une forme de convivialité qui, à côté des aspects logistiques, constitue une condition de possibilité de la durabilité de l'occupation, où les discussions politiques sont évitées.

Cette sociographie des Gilets jaunes rend compte d'une situation *a priori* paradoxale, car nous constatons, en dépit de la faiblesse de leurs niveaux de vie par rapport au niveau national (p. 66), qu'ils ne constituent pas la population la plus précaire économiquement, et que la taxe sur le carburant a en elle-même eu un effet réduit sur les prix. Des prix similaires à la pompe ont déjà été atteints en 2008 et en 2012 (p. 41) sans entraîner une quelconque forme de contestation. Tout l'intérêt de l'analyse est de se détourner d'une explication mécanique du mouvement en termes de révolte exclusivement fiscale, au profit d'une approche compréhensive saisissant les ressorts du sentiment d'injustice fiscale (p. 171) chez cette fraction des classes populaires.

Contraintes économiques et politisation

Pierre Blavier s'intéresse à l'expérience subjective des familles de Gilets jaunes par rapport à leurs marges de manœuvre budgétaires. Pour ce faire, il mobilise une méthode compréhensive inspirée de l'éthnocomptabilité, en réalisant des entretiens avec les membres d'une famille présents sur un rond-point afin de « cerner » l'ensemble des revenus et dépenses « sur lesquels repose concrètement le budget » et de les appréhender par le prisme des perceptions et représentations qu'elles génèrent à l'intérieur des foyers (p. 141). Cette description minutieuse montre que certaines difficultés économiques de cette population sont vécues subjectivement comme des conséquences de politiques gouvernementales, ce qui engendre un rapport défiant envers l'État.

Ainsi, la compression du niveau de vie des ménages des Gilets jaunes est le résultat des effets conjoints de l'augmentation des coûts et la diminution ou la stagnation des revenus du travail en milieu périurbain (p. 163). Les trajectoires professionnelles de cette population se caractérisent par les incertitudes (enchaînements entre périodes travaillées et de chômage, multiplication des contrats d'intérim) et une pénibilité physique (horaires et efforts physiques conséquents) dans une conjoncture de modération salariale où les possibilités de revendications collectives sont limitées (p. 154). Ce qui *de facto* réduit les revenus possibles et les rend plus incertains. Parallèlement à ces phénomènes, la quantité des « dépenses pré-engagées » connaît une croissance continue à cause de l'augmentation des taxes sur l'énergie (carburants, électricité, gaz) ou des biens comme le tabac, et des dépenses contractuelles (assurances, abonnement téléphonique et internet) (p. 164). À celles-ci, vient s'ajouter une fiscalité vécue comme du « matraquage fiscal », en raison de son manque de progressivité des impôts lésant particulièrement cette classe sociale (p. 171). Cependant, le sentiment d'être victimes d'une injustice fiscale, vecteur de revendications politiques, tient davantage, selon l'auteur, aux politiques publiques de (dés)incitations en la matière, visant à changer certains comportements en les rendant coûteux. Il s'agit par exemple du tabagisme, de l'utilisation d'une voiture individuelle, dont les sanctions économiques engendrent des effets cumulatifs, particulièrement forts pour les classes populaires (p. 174). Ces mesures politiques pèsent aussi lourdement sur le budget automobile, mode de déplacement contraint des Gilets jaunes, notamment celles concernant la sécurité routière ou des émissions de CO2.

Face à ces « tensions budgétaires », les ménages cherchent à limiter leurs dépenses, notamment en achetant de l'occasion, tout en essayant d'augmenter leurs revenus, que cela soit par des investissements immobiliers ou productifs, ou le recours au « système D ». Ce dernier rassemble un ensemble de pratiques permettant de réduire certains coûts, comme les travaux, ou d'accroître ses revenus, en revendant des métaux (p. 188-189). Cependant, ces activités demeurent coûteuses physiquement et temporellement, et sont renvoyées de façon croissante du côté de l'illégalité du fait de législations de plus en plus contraignantes vis-à-vis de l'immobilier et de la mécanique (p. 194). Ces savoir-faire peuvent être assimilés à des formes quotidiennes de résistances infra-politiques, qui sont converties en répertoires d'actions militants au moment de l'occupation des ronds-points. Enfin, l'ensemble des pratiques budgétaires des ménages des Gilets jaunes a pu contribuer à forger chez eux une politisation sous l'angle de l'injustice fiscale, car ils font l'expérience subjective d'un accroissement objectif de politiques publiques contraignantes (p. 207).

L'ouvrage est éclairant sur les conditions de possibilités de l'émergence d'une mobilisation comme celle des Gilets jaunes, et parvient donc à répondre aux ambitions qu'il se fixe. Néanmoins, le matériel empirique de première main sur lequel se base le second chapitre peut susciter certaines interrogations. On peut regretter que les entretiens ne concernent que les membres masculins d'une famille de manifestants, et qu'ils soient mobilisés uniquement par de courtes citations et non par de plus longs extraits. En effet, même si des données statistiques de seconde main viennent contrôler et systématiser les interprétations de l'auteur, une multiplication des entretiens, que ce soit avec plusieurs familles ou au sein d'une même famille, aurait permis d'identifier d'autres types de stratégies et d'enjeux budgétaires se rattachant à d'autres propriétés sociales. Certains aspects du budget, comme les voyages annuels au Portugal, sont spécifiques à la famille d'enquêtés, dont des membres sont des immigrants portugais. En outre, toute la partie qui aborde le « système D » n'est traitée que selon le prisme masculin, alors que des réglementations peuvent affecter des activités catégorisées comme féminines. On aurait aimé voir le livre dialoguer davantage avec la sociologie politique ou de la sociologie des populations rurales, lorsqu'il est question des pratiques qui s'inscrivent dans un réseau d'interconnaissances et de sociabilités (p. 189) ou des connexions entre la mobilisation et le territoire qui l'entoure (p. 74). La mobilisation d'enquêtes, ayant une approche écologique du vote en milieu périurbain comme les travaux de Violaine Girard (2017) ou de concepts comme le capital d'autochtonie de Nicolas Renahy (2005), aurait permis d'identifier plus précisément les relations entre les caractéristiques du territoire et la mobilisation. Au-delà de ces quelques regrets, on ne peut que recommander la lecture de cet ouvrage, car il apporte

un éclairage inédit sur le mouvement des Gilets jaunes, en croisant pertinemment l'aspect subjectif et objectif des contraintes économiques qui pèsent sur cette fraction des classes populaires.

Références citées :

- Bruno Amable, « Vers un bloc anti-bourgeois ? », *Libération*, 26 novembre 2018, https://www.liberation.fr/debats/2018/11/26/vers-un-bloc-antibourgeois_1694416/ (consulté le 25/11/2021)
- Bruno Palier, « Les conséquences politiques du changement technologique », 13 avril 2019 : <https://www.sciencespo.fr/research/cogito/home/les-consequences-politiques-du-changement-technologique/> (consulté le 25/11/2021)
- Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol. 69, n°5-6, 2019, p. 869-892.
- Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet et al., *La France des « petits moyens »*, Paris, La Découverte, 2008.
- Nicolas Renahy, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte, coll. « textes à l'appui », 2005.
- Violaine Girard, *Le vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Éditions du Croquant, coll. « Sociopo », 2017.

Publié dans lavedesidees.fr, le 17 janvier 2022.